



Pour

Contre

<i>Une réduction du temps de travail</i>	<i>La destruction du Code du Travail</i>
<i>Une sécurité sociale forte et indépendante</i>	<i>La destruction de l'assurance chômage</i>
<i>Plus de justice sociale</i>	<i>Toutes les politiques antisociales</i>

Ne laissons pas Macron et sa cour appliquer ses mesures antisociales pilotées par le MEDEF et l'UE : le temps n'est pas à la négociation, mais à la construction de la mobilisation !

Contre la Casse du droit du Travail ! Avec l'Inversion de la hiérarchie des normes, le gouvernement va accentuer les inégalités déjà inscrites dans la Loi Travail en renforçant la prépondérance des accords d'entreprise sur le Code du Travail et les conventions collectives. De plus en cas d'échec des négociations avec les organisations syndicales, les patrons pourront organiser des référendums d'entreprise, porte ouverte au chantage à l'emploi !

Contre la réforme de l'assurance chômage ! Le gouvernement veut remplacer le financement de l'assurance chômage. Actuellement assuré par les cotisations sociales sur les salaires, il serait financé à l'avenir par la CSG qui serait augmentée. Ce nouveau financement permettrait aux patrons de se désengager du financement de l'assurance chômage. Celui-ci serait exclusivement financé par l'impôt : CSG qui concerne tous les salariés ainsi que les retraité(e)s dont plus d'un million vivent déjà sous le seuil de pauvreté.

Contre la casse des Services Publics ! 120 000 : c'est le nombre de suppressions de postes prévues par le gouvernement. En réduisant ainsi les personnels des services publics, le gouvernement renforcerait encore les inégalités entre les populations les plus pauvres et les plus précaires, dépendantes des services publics.

Macron 1^{er} veut en outre prolonger l'état d'urgence pour l'institutionnaliser, détournant une politique antiterroriste pour mieux contrôler et endiguer la contestation sociale. Sans oublier ses projets dévastateurs sur les retraites, l'augmentation du budget militaire... **Il entend mener ses attaques à coup d'ordonnances pour passer en force. Rappelons qu'il n'a récolté que 18% des inscrits au premier tour des présidentielles.**

***D'autres solutions existent pour financer
et renforcer notre protection sociale et les services publics !***

Construisons une mobilisation sociale d'envergure